

## La société civile appelle à la sécurité dans l'Est de la RDC

Arrib News, 10/11/2012 – Source Xinhua Les organisations réunies au sein de la Coalition de la Société Civile des la Région des Grands Lacs contre l'exploitation illégale des ressources naturelles (COSOC-GL) exigent le rétablissement de la sécurité dans le nord-est de la RDC. « Nous avons analysé ensemble la situation sécuritaire qui prévaut dans la Région des Grands Lacs en général et en RDCongo en particulier et nous avons trouvé qu'elle est alarmante (...). Nous avons alors exigé qu'il y ait cessation de cette situation d'insécurité en RDCongo », a déclaré vendredi Prudence Bararunyeretse, représentant de COSOC-GL.

La COSOC-GL exige également le retour des déplacés et des réfugiés dans leurs milieux d'origine. Elle recommande au secrétariat exécutif de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) et aux Etats membres de cette conférence de poursuivre les efforts visant la paix, la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région. La coalition a aussi appelé à fournir une assistance adéquate aux victimes des conflits dans ce pays et à promouvoir un dialogue sincère et franc entre les Etats de la Région, la justice et le respect strict des droits de l'homme. Elle a recommandé de soutenir la mise en oeuvre des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la réforme du secteur minier à l'Est de la RDCongo ainsi que dans toute la Région des Grands Lacs. La COSOC-GL a invité la communauté internationale à appuyer les efforts de la CIRGL afin de ramener la paix dans l'Est de la RDCongo et d'arrêter des mesures conséquentes et appropriées à l'encontre des auteurs de crimes de guerre, crimes de génocide, crimes économiques et violations du Droit International Humanitaire conformément aux instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux. Prudence Bararunyeretse s'est exprimé au nom de 14 organisations de la société civile de la Région, au lendemain d'un atelier de formation tenu à Bujumbura du 5 au 7 novembre 2012 sur l'Initiative de Transparence des Industries Extractives. La RDCongo était représentée par cinq associations.